

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres :

En exercice : 15

Présents : 11

Votants : 12

L'an deux mil treize, le vingt-huit mars, à vingt heures, les membres du conseil municipal de la commune de Gâvres, Morbihan, se sont réunis dans la salle de la mairie, sur convocation qui leur a été adressée le vingt-deux mars deux mil treize, sous la présidence de Monsieur Dominique LE VOUEDEC, Maire.

Présents : LE VOUEDEC Dominique, CARTON Christian, QUER Françoise, LE FLOCH Yannick, PENSEC Armelle, LE DIRAISON Patricia, DUIC Patrick, RAILLON Christian, TANGUY Jean-Paul, RIVERON Anne-Sophie, MINTEC Nicole

Ont donné procuration : LOTODE Gwenhaël à RAILLON Christian

Absents : LOTHODE Martial, LE MARTELOT Monique, QUER Ludovic.

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer.

Le Conseil a élu pour secrétaire de séance : TANGUY Jean-Paul

- - - - -

20130328/01-PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

M. Le Maire rappelle à l'Assemblée qu'aux termes de l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal doit délibérer pour approuver le projet de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 03 septembre 2009, le Conseil Municipal de Gâvres a prescrit la transformation du plan d'occupation de sols en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) s'est tenu en séance du Conseil Municipal du 23/06/2011.

Par délibération en date du 12 juillet 2012, le bilan de la concertation a été dressé :

- Deux réunions publiques, le 20 juin 2011 présentant le diagnostic et le PADD ;
- Une réunion publique le 4 juillet 2012 présentant le projet arrêté du PLU ;
- Une information écrite de la population par la distribution dans les boîtes aux lettres, à disposition en mairie et sur le site internet gavres.fr de « FLASH INFOS » : septembre 2010, juin 2011 (flash infos spécial), octobre 2011, juin 2012 (Flash infos spécial).
- La création d'une commission consultative sur la base de l'actuelle commission communale des Impôts qui s'est réunie :

Le 29 juin 2010 : Présentation du diagnostic de l'état initial de l'environnement ;

Le 14 décembre 2010 : Présentation des réflexions engagées en vue de l'élaboration du PADD ;

Le 6 octobre 2011 : Présentation du projet de règlement.

.../...

Par délibération en date du 12 juillet 2012, le projet de révision du PLU a été arrêté.

Les personnes publiques associées et les Services de l'Etat ont été consultés sur le projet arrêté du 16 juillet 2012 au 16 octobre 2012.

Par arrêté municipal du 13 novembre 2012, M le Maire a prescrit l'enquête publique sur le projet de révision du PLU. Cette enquête publique s'est déroulée du 03 décembre 2012 au 04 janvier 2013 inclus. Conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme, le projet arrêté a été modifié pour tenir compte des observations et avis des personnes publiques associées et des Services de l'Etat d'une part, et des résultats de l'enquête publique d'autre part. C'est ce Plan Local d'Urbanisme adapté et complété que le Conseil Municipal doit maintenant approuver.

I - Sur la consultation des personnes publiques associées

Le projet de PLU a été transmis pour avis aux Services de l'Etat et aux personnes publiques associées à son élaboration, conformément à l'article L. 123-9 du Code de l'urbanisme ainsi qu'à l'autorité environnementale.

Les personnes publiques associées ont eu à émettre leur avis dans les trois mois qui ont suivi la transmission du projet de PLU arrêté. En l'absence d'avis, celui-ci est réputé favorable.

Ont transmis leur avis dans le délai de trois mois:

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lorient : avis favorable;
- Le Département du Morbihan: avis favorable;
- La Chambre d'Agriculture du Morbihan : avis favorable;
- Le syndicat mixte du Pays de Lorient au titre du schéma de cohérence et d'orientation du territoire : avis favorable ;
- La commission départementale de la consommation des espaces agricoles : avis favorable ;
- Avis de synthèse des Services de l'Etat établi par la DDTM du Morbihan, comportant deux parties: les points qu'il convient d'améliorer pour que le projet communal soit parfaitement réglementaire, deuxième partie reprenant une série de conseils visant à améliorer la qualité du projet de PLU, notamment sa lisibilité et sa mise en œuvre.

N'ont pas transmis d'avis ou au-delà des trois mois :

- La Chambre des Métiers,
- La DREAL en tant qu'autorité environnementale,
- La section régionale de conchyliculture,
- le Conseil Régional,
- la Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient au titre du PLH et PDU,
- Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Régional de l'Archéologie: demande de prendre en compte le site archéologique situé sur le camping La Lande.

II – sur le déroulement de l'enquête publique

Par décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes en date du 20 octobre 2012, M. Jean-Michel CADOU, a été désigné en tant que commissaire enquêteur.

Les avis issus de la consultation des personnes publiques associées ont été annexés au dossier soumis à enquête publique. Il est donné lecture des conclusions et avis du Commissaire enquêteur, M. Jean-Michel CADOU, sur le projet de PLU:

.../...

« Le projet de PLU de Gâvres au travers de son PADD présente un objectif principal clair : enrayer la baisse démographique et trouver un développement démographique raisonné. Il cible 100 ménages nouveaux en 10 ans, ce qui implique un minimum de 10 logements par an afin de maintenir une mixité sociale et un équilibre intergénérationnel. Cet objectif répond à celui que le PLH de la communauté d'Agglomération du pays de Lorient a défini pour la commune.

Pour atteindre cet objectif, le PADD énumère plusieurs enjeux : reconquérir une maîtrise foncière et lutter contre la spéculation immobilière.

A cet objectif principal est liée la prise en compte de l'activité économique. Gâvres a pour ambition de développer une activité économique en lien avec l'environnement maritime de la commune.

Ces objectifs se traduisent dans le PLU de la façon suivante :

- *Zone U : comblement des dents creuses dans le respect du PPRL et acquisition d'immeubles dans le cadre d'un dispositif expérimental prévu par le PLH,*
- *Création d'une zone 1AU : seul secteur potentiellement constructible. Il fait l'objet pour partie d'une déclaration d'utilité publique traduisant l'objectif affiché de reconquête foncière,*
- *Création d'une zone Ni issue du déclassement d'installations militaires, elle permettra de développer l'activité économique souhaitée dans le PADD.*

Le PADD cible aussi la préservation et la promotion du territoire. Cette action passe par le respect des espaces naturels. Cette préservation se traduit par :

- *une extension de la zone Nds,*
- *les zones humides situées à l'entrée du bourg (les zones situées sur le tombolo sont incluses dans le zonage Nds),*
- *un zonage Na couvrant l'ancienne pyrotechnie.*

Le commissaire-enquêteur considère que :

- *l'enquête s'est déroulée dans le respect des dispositions réglementaires (5 permanences, un dossier complet),*
- *les diagnostics réalisés ont permis à la commune de tirer les enseignements définissant clairement les enjeux,*
- *le PADD fixe les objectifs et les orientations qui lui paraissent réalistes et conformes à la réglementation,*
- *le projet de PLU est compatible avec les documents d'urbanisme sous réserve que soit complétées les orientations d'aménagement et de programmation,*
- *le projet est cohérent et équilibré dans l'ouverture à l'urbanisation, d'espaces au regard d'un objectif raisonné et raisonnable de développement démographique et de préservation des espaces naturels sensibles,*
- *les observations reçues du public, des personnes publiques associées et de sa propre analyse ne remettent pas en cause l'économie générale du projet. »*

Par conséquent, il donne un avis favorable au projet de la commune assorti d'une unique réserve à savoir la complétude de l'orientation d'aménagement et de programmation par la répartition spatiale et le foncier à mobiliser pour la réalisation de logements sociaux sur la zone 1AU. Il recommande également de prendre en compte la gestion des eaux pluviales sur ce secteur.

Concernant la participation du public, le commissaire-enquêteur considère que celle-ci a été faible puisque qu'il n'a rencontré que 18 personnes au cours de ses permanences (6 observations inscrites au registre et 5 courriers reçus) et qu'aucune des observations ne remet en cause le projet présenté. Il en déduit que l'information des habitants a été satisfaisante et que ce projet recueille l'adhésion de la population.

.../...

III - Modifications apportées au projet de PLU sur la base des avis des Services de l'Etat et PPA et de l'enquête publique

Une synthèse des avis des Services de l'Etat, des personnes publiques associées et des observations de l'enquête publique complétée par les éléments de réponse de la commune aux remarques émises, est annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal,

Vu les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du 03 septembre 2009 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des sols et définissant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du 12 juillet 2012 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et dressant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal en date du 13 novembre 2012 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PLU ;

Vu les conclusions et le rapport du Commissaire enquêteur ;

Vu l'ensemble des avis des personnes associées et consultées au cours de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols ;

Considérant que les remarques issues des avis des personnes associées et consultées et des résultats de l'enquête publique justifient un certain nombre d'adaptations mineures du projet de PLU listées en pièce jointe, ayant fait la synthèse des modifications et adaptations apportées au projet de PLU,

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte les modifications précitées et approuve le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois. De plus, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents *dans deux journaux diffusés dans le département*,

- Dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, le PLU est tenu à la disposition du public en mairie de GAVRES aux heures et jours habituels d'ouverture,

- Dit que la présente délibération et les dispositions engendrées par le PLU ne seront exécutoires qu'à sa réception par le Préfet du Morbihan et l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en mairie durant un mois, insertion dans deux journaux).

Ont signé au registre tous les membres présents, pour extrait certifié conforme,

Le Maire certifie que le compte-rendu
De cette délibération a été affiché à la
Porte de la Mairie le :
Le Maire,

Le Maire,
Dominique LE YON



PRÉFET DU MORBIHAN

Direction départementale des territoires et de la mer
Service urbanisme et habitat

ARRETE

**Portant modification du périmètre de protection autour d'un édifice
classé monument historique sur le territoire de la commune de GAVRES**

Le Préfet du Morbihan
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L.621-30 et R.621-92 à R.621-95 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L 126-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1965 classant monument historique le dolmen à couloir sous tumulus de Goërem situé sur la commune de Gâvres ;

Vu la délibération du 27 septembre 2013 de la commune de Gâvres approuvant le projet de modification du périmètre de protection autour de ce monument historique et sollicitant sa mise à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2014 portant ouverture d'une enquête publique du 20 novembre au 19 décembre 2014 inclus, en mairie de Gâvres, sur le projet de modification du périmètre de protection de ce monument historique ;

Vu le résultat de l'enquête publique et l'avis du Commissaire enquêteur remis le 14 janvier 2015 ;

Considérant l'accord de l'architecte des bâtiments de France du 19 janvier 2015 pour modifier le périmètre de protection selon le dossier présenté ;

Considérant que la modification du périmètre de protection ainsi défini permet de désigner l'ensemble des immeubles bâtis ou non bâtis qui participent de l'environnement de ce monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le périmètre de protection autour du *dolmen à couloir sous tumulus de Goërem* classé monument historique sur le territoire de la commune de Gâvres, est modifié selon le plan joint en annexe.

Article 2 : Le dossier présentant cette modification est consultable à la mairie de Gâvres, à la direction départementale des territoires et de la mer (Service urbanisme et habitat) à Vannes et au service territorial de l'architecture et du patrimoine à Vannes.

Article 3 : Les périmètres de protection constituent une servitude d'utilité publique et leur modification doit être annexée au document d'urbanisme conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme. La commune de Gâvres doit modifier le document graphique des servitudes de leur document d'urbanisme **dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** et en assurer la diffusion auprès des services de l'Etat.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois à partir de sa notification au destinataire ou de sa publication.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan et mention en sera faite dans deux journaux du département.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le maire de Gâvres, le directeur régional des affaires culturelles de la région Bretagne, le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 30 JAN. 2015

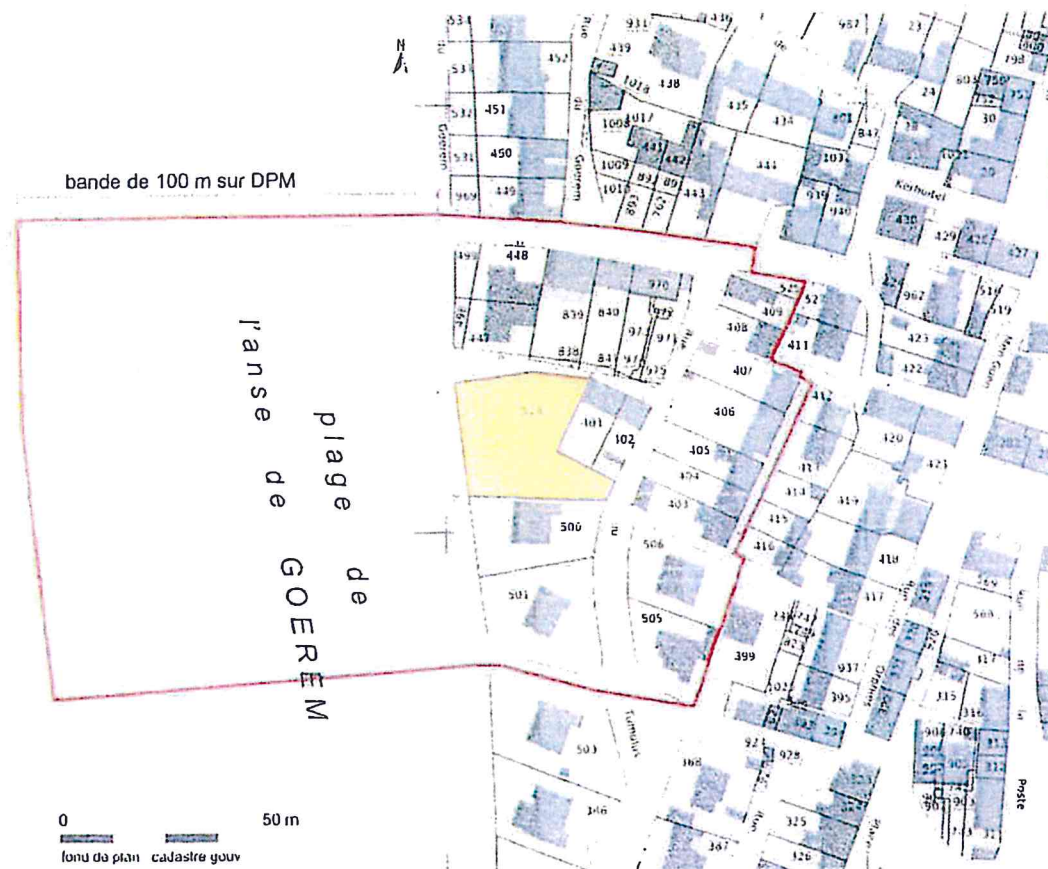
Le préfet,

Par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GALLAND

GÂVRES (56)

Dolmen à couloir sous tumulus
C.I.M.H., le 06/04/1965



LÉGENDE

-  Monument historique (parcelle AB 528)
-  PPM

Département
MORBIHAN
Canton
PLUVIGNER
Commune
GAVRES 56680

ARRETE DU MAIRE

PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment son article L 126-1, R 123-13, R123-14 et R123-22,

VU la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015 portant modification du périmètre de protection du dolmen à couloir sous tumulus de Goërem, classé monument historique sur le territoire de la commune de Gâvres,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet :

- a été reportée dans les pièces du Plan Local d'Urbanisme la nouvelle servitude relative au périmètre de protection du dolmen à couloir sous tumulus de Goërem classé monument historique.
- est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015 modifiant le périmètre de protection autour d'un édifice classé monument historique.

ARTICLE 2 : La mise à jour a été effectuée sur les pièces suivantes du Plan Local d'Urbanisme :

- Les annexes : le plan des servitudes d'utilité publique (servitude AC1)
- Le rapport de présentation : la page 108 concernant le plan des contraintes.


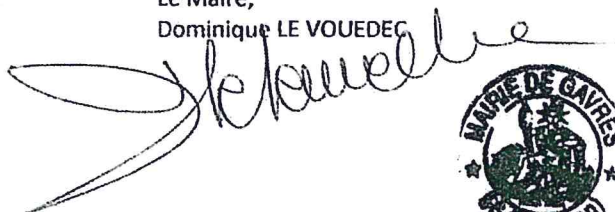
ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes-3 Contour de la Motte-35044 RENNES Cédex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans les deux mois de sa publication. Cette dernière démarche prolonge le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et affiché durant un mois en mairie, une ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet du Département du Morbihan.

Fait à GAVRES, Le 19 juin 2015

Le Maire,

Dominique LE VOUEDEC



**Arrêté portant approbation du plan de prévention des risques littoraux (PPRL)
de la Petite Mer de Gâvres
(sur les communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis, et Riantec)**

LE PRÉFET DU MORBIHAN
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L.126-1 ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-7 et les articles R.562-1 à R.562-10 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Vu le Code de l'environnement en son titre II du livre Ier, notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 et le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 ;
- Vu l'instruction du gouvernement du 23 octobre 2015 relative à l'achèvement de l'élaboration ou de la révision des PPRL prioritaires ;
- Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la concertation dans l'élaboration des PPR ;
- Vu la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la « prise en compte de la submersion marine dans les PPRL » ;
- Vu la circulaire du 2 août 2011 relative à la mise en œuvre des PPRL sur le territoire national ;
- Vu l'arrêté préfectoral, en date du 13 décembre 2011, prescrivant le plan de prévention des risques sur les communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis, et Riantec ;
- Vu la consultation des communes susvisées, de Lorient Agglomération, de la Communauté de Communes Blavet-Bellevue-Océan, du Syndicat Mixte du SCoT du Pays de Lorient, par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), en date du 11 août 2015 ;
- Vu l'avis favorable du conseil municipal de Gâvres en date du 24 septembre 2015 ;
- Vu l'avis favorable du conseil municipal de Port-Louis en date du 15 septembre 2015 ;
- Vu l'avis favorable du conseil municipal de Riantec en date du 21 septembre 2015 ;
- Vu l'avis favorable du conseil municipal de Plouhinec en date du 8 octobre 2015 ;
- Vu l'avis réputé favorable de Lorient Agglomération, de la Communauté de Communes Blavet-Bellevue-Océan et du Syndicat Mixte du SCoT du Pays de Lorient ;
- Vu la décision du tribunal administratif de Rennes n° E15000224/35 en date du 04/09/2015 par laquelle la présidente du tribunal administratif a désigné la commission d'enquête ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique en date du 21 septembre 2015 ;

Vu le rapport, les conclusions de la commission d'enquête en date du 7 décembre 2015 émettant un avis favorable assorti de deux recommandations ;

Considérant que les aléas littoraux, sur les communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis et Riantec, sont de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;

Considérant que le projet de plan de prévention des risques littoraux a pour but de limiter la vulnérabilité des personnes et des biens aux aléas de submersion marine et d'érosion en délimitant des zones exposées aux risques et en déterminant, en fonction de l'intensité du risque encouru, les interdictions de constructions ou les autorisations avec prescriptions, ainsi qu'en définissant des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde ;

Considérant que la procédure du PPRL a fait l'objet de concertation auprès des personnes associées ou intéressées (au sens de l'article R 562-3 du code de l'environnement) notamment par des réunions du comité de pilotage, des réunions et des échanges avec les élus ainsi que d'une réunion publique ;

Considérant que l'enquête publique portant sur le projet de plan s'est déroulée du mardi 13 octobre 2015 au vendredi 13 novembre 2015 inclus, sur les communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis et Riantec, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2015, et que la communication et la participation du public ont été satisfaisantes ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le « plan de prévention des risques littoraux (PPRL) de la Petite Mer de Gâvres » concernant les communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis, et Riantec est approuvé.

Article 2

Il comprend les pièces suivantes :

- une note de présentation et ses annexes,
- un règlement et ses annexes,
- des cartes d'enjeux,
- des cartes d'aléas actuels et à l'horizon 2100
- des plans de zonage réglementaire.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan et mention en sera faite en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Article 4

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis et Riantec, ainsi qu'aux sièges de Lorient Agglomération, de la Communauté de Communes Blavet Bellevue Océan, du Syndicat Mixte pour le SCoT du Pays de Lorient pendant au moins un mois à partir de la date de notification du présent arrêté. Le plan approuvé y sera tenu à la disposition du public, ainsi qu'en préfecture et à la DDTM.

Article 5

Le plan de prévention des risques littoraux de «la Petite Mer de Gâvres» approuvé vaut servitude d'utilité publique, conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement. Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis et Riantec, conformément à l'article L126-1 du code de l'urbanisme.

Article 6

Le préfet du Morbihan, le sous-préfet de Lorient, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ainsi que les maires de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis et Riantec, le président de Lorient Agglomération, le président de la communauté de communes Blavet-Bellevue-Océan, le président du syndicat mixte du SCoT du Pays de Lorient, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 11 janvier 2016

Le préfet



Thomas DEGOS

Délais et voies de recours:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Morbihan ou d'un recours hiérarchique auprès de madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Elle peut également faire directement l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 contour de la Motte CS 44416 35044 RENNES Cedex.

Département
MORBIHAN
Canton
PLUVIGNER
Commune
GAVRES 56680

ARRETE DU MAIRE
PORTANT MISE A JOUR N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, R.151-51 et R 151-53 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme et l'arrêté du maire de mise à jour n° 1 du Plan Local d'Urbanisme en date du 19 juin 2015,

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2016 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de la « Petite Mer de Gâvres »,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le Plan Local d'Urbanisme pour annexer le PPRL en tant que nouvelle servitude d'utilité publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme est mis à jour (mise à jour n° 2) afin de prendre en compte le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de la « Petite Mer de Gâvres » - en tant que **nouvelle servitude d'utilité publique**.

La mise à jour a été effectuée sur les pièces suivantes du PLU :

- L'annexe du PLU :
 - o Plan des servitudes.

Et l'annexe 4 du règlement du PLU est complétée par le règlement du PPRL de la « Petite Mer de Gâvres »

ARTICLE 2 : Les documents mis à jour sont tenus à la disposition du public en mairie.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et affiché en mairie pendant une durée d'un mois.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet du département du Morbihan

ARTICLE 5 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes – 3 contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Le 10 novembre 2016

Le Maire,
Dominique LE VOUEDIC

